

**UN NOUVEAU CHEF POUR LA
COMPOSANTE POLICE DE LA
MINUSCA**



MINUSCA EN

ACTION

BULLETIN D'INFORMATIONS DE LA MINUSCA | #84 - JUILLET 2021



**MINUSCA - UNION EUROPÉENNE
UNIR LES EFFORTS EN
FAVEUR LA PAIX EN RCA**



MINUSCA | UN_CAR | UNMINUSCA | UNMINUSCA | UN_MINUSCA | MINUSCA.UNMISSIONS.ORG



La lutte contre les Fake-news nous concerne tous



MÉFIEZ-VOUS DE CERTAINS CONTENUS DIFFUSÉS
SUR LES MÉDIAS SOCIAUX



SOMMAIRE

- 4 - **FORMER POUR RÉINSÉRER DURABLEMENT LES DÉTENUÉS APRÈS LEURS PEINES**
- 6 - **MINUSCA - UNION EUROPÉENNE UNIR LES EFFORTS EN FAVEUR LA PAIX EN RCA**
- 8 - **HONORER LE SACRIFICE DU BURUNDI POUR LA PAIX EN RCA**
- 11 - **LA MAISON D'ARRÊT DE PAOUA, UN SYMBOLE DE RETOUR DE L'AUTORITÉ DE L'ÉTAT**
- 12 - **DES MEDAILS DE L'ONU À 140 POLICIERS INDONÉSIENS POUR LEUR CONTRIBUTION À LA PAIX EN RCA**
- 14 - **RÉAFFIRMER L'ENGAGEMENT DE LA MINUSCA AUX CÔTÉS DE LA POPULATION DE LA HAUTE-KOTTO**
- 16 - **DES INFRASTRUCTURES ET ÉQUIPEMENTS POUR SOULAGER LES COMMUNAUTÉS DE BAWI ET KOUNDE**
- 18 - **BOUAR LE CHEF ADJOINT LA POLICE DE LA MINUSCA ÉVALUE LA SITUATION SÉCURITAIRE**
- 20 - **UN NOUVEAU CHEF POUR LA COMPOSANTE POLICE DE LA MINUSCA**
- 22 - **BANGUI DE L'ÉLECTRICITÉ POUR LE CENTRE CULTUREL DE LA PAROISSE DE FATIMA**



DIRECTEUR DE PUBLICATION

Charles Antoine Bambara

RÉDACTRICE EN CHEF

Uwolowulakana Ikavi-Gbetanou

EQUIPE

RÉDACTIONNELLE

Biliaminou Alao,
Deubalbet Wewaye,
Ghislaine Atta,
Maria Kabatanya,
Correspondants régionaux

PHOTOGRAPHIE

Herve Serefo,
Leonel Grothe,
Capt. Heru Trianto,
Erick-Christian Ahounou,
Rouafi Fati (UNPOL),

MISE EN PAGE

Francis Yabendji-Yoga

WEBMASTER

Dany Balepe

PRODUCTION

Division de la Communication Stratégique et de l'Information Publique - MINUSCA

MINUSCA EN ACTION

#84 - juillet 2021

FORMER POUR RÉINSÉRER DURABLEMENT LES DÉTENUS APRÈS LEURS PEINES



▲ ►► Des pensionnaires de la maison d'arrêt et de correction des femmes de Bimbo formées à la fabrication de cuiseurs solaires à destination des ménages / Photo MINUSCA/ Herve Cyriaque Serefio

62 détenus de la prison centrale de Ngaragba, de la maison d'arrêt pour femmes de Bimbo et de la Maison d'arrêt de Berberati ont officiellement reçu, les 19 et 21 juillet 2021, leurs certificats, après trois mois de formation en menuiserie, plomberie et fabrication de cuiseur solaire.

Par Deubalbet Wewaye et Honorine Niare Yao

La cérémonie de remise s'est déroulée à la Prison centrale de Ngaragba, à Bangui, sous la présidence du Directeur de cabinet du Ministère d'Etat chargé de la Justice, de la Promotion des droits humains et de la bonne gouvernance, Stéphane Goana.

« Normalement, nous sommes en prison pour exécuter nos peines. Mais Dieu merci, nous avons eu l'opportunité de bénéficier de cette formation. A travers cette formation, nous nous écartons du banditisme. Ma joie

est immense », s'est exprimé le représentant des récipiendaires au nom de ses camarades.

Certains ont eu le privilège de voir leurs familles et proches venus assister à la remise de ces parchemins, symbole d'une réinsertion entamée et du rêve d'une vie professionnelle possible après leur séjour carcéral. Martine est venue soutenir son fils qui a choisi de se former en menuiserie. « La formation en menuiserie est une bonne initiative. Si ces enfants se retrouvent en prison aujourd'hui,

c'est parce qu'ils n'ont rien à faire. Mais si le gouvernement veut les aider, veut les appuyer en leur offrant des formations, je vois que, lorsqu'ils seront mis en liberté, ils seront mûrs », a-t-elle déclaré.

Soutenir le Gouvernement centrafricain dans sa stratégie de réforme du secteur pénitentiaire tel que voulu par les états généraux de la justice de 2007, fait partie du mandat de la MINUSCA, a pour sa part, rappelé le chef par intérim de la Section des Affaires judiciaires et pénitentiaires de la MINUSCA, Fortuné Dako. « La MINUSCA a accepté de financer cette stratégie de réinsertion sociale, car elle contribue à l'amélioration et l'humanisation des conditions des détenus, en insistant sur la mise en œuvre d'une politique de préparation à leur réinsertion sociale », a-t-il souligné.



Une nouvelle chance pour les détenus de la prison de Berberati

Au moment de recevoir leurs parchemins, le

16 juillet 2021, les 15 récipiendaires de la maison d'arrêt de Berberati, par la voix de leur porte-parole, n'ont pas caché leur reconnaissance. « Nous disons merci à la MINUSCA et toutes les personnes impliquées dans la mise en œuvre de ce projet qui nous prépare au monde du travail à notre sortie de prison », a déclaré le porte-parole, avant de formuler des recommandations à l'endroit des promoteurs : « nous souhaiterions poursuivre cette formation pratique sur plusieurs mois afin d'être mieux outillés au métier de la menuiserie ».

Pour le Secrétaire général de la préfecture, Léa Rodrigue, la Maison d'arrêt de Berberati, est non seulement un cadre de rééducation, mais aussi un lieu où des projets ambitieux de réinsertion professionnelle peuvent naître. « Cette formation aidera les détenus à devenir financièrement indépendants plus tard. De telles initiatives sont vitales pour améliorer leurs conditions de vie afin de leur permettre de mener une vie normale après leur libération », a-t-il soutenu.

Pour la cheffe par intérim du bureau de la MINUSCA à Berberati, Sido Hassane Aminata Dahani, il est important d'accorder aux détenus une deuxième chance afin de les aider à réintégrer la société. Elle a évoqué la nécessité d'apporter un soutien à ces personnes pour surmonter la stigmatisation et prendre leur destin en main. « Le programme de formation aidera les détenus à identifier les opportunités qui peuvent être développées en projets sociaux innovants. La formation professionnelle des détenus offre de nouvelles opportunités et encourage l'indépendance et l'esprit d'entreprise tout en apportant des solutions liées aux problèmes sociaux » a-t-elle indiqué.

Il est à rappeler que cette formation, qui participe au processus de réinsertion sociale des détenus, s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale de démilitarisation des établissements pénitentiaires en République centrafricaine.

MINUSCA - UNION EUROPÉENNE

UNIR LES EFFORTS EN FAVEUR LA PAIX EN RCA

A la veille de son départ pour Bruxelles, où il est prévu qu'il rencontre les hauts responsables des institutions européennes sur la situation en République centrafricaine, le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU et chef de la MINUSCA, Mankeur Ndiaye, s'est entretenu avec l'Ambassadeur de l'Union Européenne (EU) dans le pays, Samuela Isopi, le 12 juillet 2021 à Bangui.

Par Deubalbet Wewaye

Ensemble, les deux personnalités ont passé en revue les questions faisant l'objet de leurs consultations respectives avec le Gouvernement, notamment le dialogue politique, la campagne de désinformation et d'incitation à la haine et à la violence contre le personnel international des Nations Unies et d'autres diplomates présents dans le pays.

« Nous avons échangé également sur le volet humanitaire, la crise humanitaire qui sévit dans le pays, qui n'est pas tout à fait médiatisé mais qui est très sérieuse. Nous avons, l'UE et nous, attiré plusieurs fois l'attention sur la nécessité de faire face à cette crise humanitaire » a déclaré le Chef de la MINUSCA à l'issue de la rencontre. « La question des droits de l'homme, le respect de l'accord de siège qui lie les Nations Unies au Gouvernement centrafricain et qui est constamment violé, les élections locales ». Autant de sujets que le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU compte aborder lors de son séjour à Bruxelles.



▲ De droite à gauche, Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU et Chef de la MINUSCA, Mankeur Ndiaye avec l'Ambassadeur de l'Union Européenne (EU) Samuela Isopi au siège de la MINUSCA à Bangui

« Le Représentant spécial va échanger avec les institutions européennes et les Etats membres sur les questions de l'heure, notamment les questions liées au suivi du sommet de Luanda, les questions liées à la situation sur le terrain, et en particulier la forte dégradation de la situation humanitaire qui nous préoccupe beaucoup et qui a fait aussi l'objet de notre dialogue politique avec le Gouvernement ; nous avons déjà attiré l'attention du gouvernement sur la gravité

de la situation et sur la nécessité d'améliorer l'accès humanitaire et de permettre à la communauté humanitaire d'atteindre les populations centrafricaines qui sont de plus en plus dans un état de détresse et de besoin », a pour sa part révélé l'Ambassadeur Isopi. La Cheffe de l'UE en RCA a également expliqué au Représentant spécial les grands axes du nouveau cadre de coopération pour les années 2021-2027.



HONORER LE SACRIFICE DU BURUNDI POUR LA PAIX EN RCA

Ce sont au total 750 membres du bataillon burundais de la MINUSCA qui ont reçu, le 1^{er} juillet 2021, à Sibut (préfecture de la Kémo), la médaille des Nations Unies, honorant leur contribution au retour de la paix en République centrafricaine (RCA). Un événement haut en couleur qui s'est déroulé sous la présidence du Commandant de la Force de la Mission, le Général de corps d'armée, Daniel Sidiki Traoré.

« C'est un jour mémorable pour nous », souffle un officier qui s'apprête à recevoir la première décoration onusienne de sa carrière de casque bleu. En plus de la distinction honorifique qui leur est décernée, c'est une journée qui marque également la commémoration de l'indépendance du Burundi.

Pour joindre l'utile à l'agréable, les récipiendaires ont sorti non pas seulement les plus belles parures riches en couleurs, mais aussi les tambours qui accompagnent la danse guerrière, leur patrimoine culturel, comme pour conjurer tous les défis auxquels ils ont fait face ou qui viendraient se dresser sur leur chemin.

« Votre déploiement dans cette mission est intervenu à point nommé, alors que le pays traversait une phase très importante qu'était le processus des élections générales 2020-2021 », a témoigné le Général Traoré. Le Chef de la Force de la MINUSCA a ensuite rappelé la bonne conduite du contingent burundais lors des opérations majeures à Dekoa, Sibut, Damara, et Grimari, lors des attaques des éléments d'une coalition de groupes armés en décembre 2020 et janvier 2021.

■ Cérémonie de remise de médaille des Nations Unies du bataillon burundais de la MINUSCA à Sibut (préfecture de Kémo)



▲ Remise de médaille à un Casque bleu burundais par le Général Daniel Sidiki Traoré, Commandant de Force de la MINUSCA

Depuis son déploiement dans la mission le 26 juillet 2020, le bataillon, commandé par le Lieutenant-colonel Jean-Pierre Hakizimana a consenti d'énormes sacrifices. Il a perdu cinq de ses soldats. De braves hommes tombés sur le champ d'honneur en RCA, lors d'affrontements contre des groupes armés. « Nous avons une pensée particulière pour eux. Ils ont consenti au sacrifice suprême en tombant vaillamment les armes à la main sur le champ d'honneur », a dit le Général Traoré en s'inclinant.

Au-delà des aspects opérationnels, le bataillon a également mené diverses autres actions dont des activités civilo-militaires, et des sensibilisations dans les localités de Kaga-Bandoro, Ndomete, Damara, Grimari, entre autres. Des gestes tout à fait naturels, selon le Lieutenant-colonel Hakizimana. « Nos interventions ont été souvent appuy-



▲ Une vue des Casques bleus du bataillon burundais de la MINUSCA à Sibut

ées par des gestes de matérialisation des valeurs africaines d'UBUNTU, notamment l'organisation des journées de consultation et de soins gratuits aux populations », a-t-il soutenu.

Notons que la communauté burundaise en Centrafrique était également de la partie. Elle était représentée par l'Ambassadeur Adolphe Nahayo, par ailleurs Représentant spécial du Président de la Commission de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) en RCA.

LA MAISON D'ARRÊT DE PAOUA, UN SYMBOLE DE RETOUR DE L'AUTORITÉ DE L'ETAT

A Paoua, l'appui au retour de l'autorité l'Etat, passe aussi par la case prison. La MINUSCA, à travers sa composante judiciaire et pénitentiaire du bureau de régional de Paoua, travaille sans relâche en soutien à la maison d'arrêt et de correction de la sous-préfecture.

Par Noam Assouline



▲ Officiers pénitentiaires de la maison d'arrêt de Paoua

La prison se situe entre la résidence du sous-préfet et le Tribunal de Grand Instance ; réhabilitée par la MINUSCA dans le cadre d'un projet à impact rapide (QIP), l'on est surpris du fait qu'elle ne soit pas entourée d'un mur d'enceinte, mais plutôt de larges manguiers qui balisent la parcelle, créant une barrière symbolique que personne ne traverse, pour entrer ou sortir. C'est au travers d'un plaidoyer des agents pénitentiaires que ce projet est en cours de réalisation ; il en va de la sécurité des citoyens mais aussi des détenus.

En effet, la contribution quotidienne des officiers pénitentiaires, Alain Ella Zang et Donatien Goro ont pour résultat direct la réduction des évasions des détenus à travers un encadrement efficace des stagiaires et des conseils techniques appropriés au Régisseur afin d'appuyer la mise en œuvre

de la politique pénitentiaire centrafricaine. Comme le rappelle Alain Ella Zang, « cela passe par la modernisation des installations et nous développons des activités pour les détenus pour une préparation à la réinsertion sociale ».

Depuis leur arrivée à Paoua, en juin 2020, les administrateurs des prisons de la MINUSCA s'investissent au-delà de leurs fonctions afin de veiller à ce que le droit international, au travers des Règlements de Mandela, (ensemble de règles minima pour le traitement des détenus), soient aussi appliqués dans les geôles centrafricaines. Pour Donatien Goro, ses fonctions sont très éloignées de l'image caricaturale internationalement véhiculée du « maton » qui brime les prisonniers. « Notre mission est avant tout sociale. Par exemple, chaque matin, aux aurores, nous alimentons en eau la maison d'arrêt qui n'a pas encore de point d'eau.

En l'espace d'un an, c'est près de 50,000 litres d'eau que nous avons fournis en remplissant nous-même, avant l'arrivée des stagiaires, des jerricans ». Cette année, 15 millions de Francs CFA ont été débloqués pour un QIP qui permettra la création entre autres d'un forage qui rendrait autonome la maison d'arrêt et la réfection des latrines.

La question de la santé et de l'hygiène en univers carcéral, surtout en période de pandémie de Covid-19, est primordiale. La promiscuité dans les cellules collectives ne permet pas le maintien total des mesures barrières ; ce qui a poussé les agents de la MINUSCA à très rapidement mettre à la disposition de la prison, du matériel de riposte (masque réutilisable, lave-mains, etc.) accompagné d'une sensibilisation régulière. Un plaidoyer auprès de l'hôpital de district a permis d'administrer en priorité, aux 12 détenus et leurs gardiens, les premières doses du vaccin. Alain Ella Zang tient à faire remarquer que « notre fonction consiste à veiller au bien-être des détenus. Avant notre arrivée, ils n'avaient littéralement pas accès au soin, et c'est grâce au plaidoyer et contacts multiples que nous avons noué à Paoua que nous sommes arrivés à un résultat concret et positif ».

Pour le régisseur de la Prison, Benoit Timpaye, l'appui est vital au bon fonctionnement de la prison. Occasion pour lui d'attirer l'attention sur les projets de réinsertions sociales. « Mes détenus sont amenés à la fin de leurs temps derrière les barreaux, à retourner dans la société. La MINUSCA nous a permis de commencer un programme d'alphabétisation qui va donner à dix hommes et une femme sous ma responsabilités les rudiments de la lecture, de l'écriture et même du calcul. Le terrain de la prison nous sert d'espace de culture potagère. Les détenus pourront ainsi être formés aux techniques maraichères rudimentaires afin de gagner une autonomie rapide dès leurs libérations ».

Il faut enfin noter que sur les douze détenus actuellement dans la maison d'arrêt, neuf sont des prévenus en attente de jugement. L'arrivée du juge et du procureur est en cela un pas positif en faveur de la justice à Paoua.

DES MEDAILLS DE L'ONU À 140 POLICIERS INDONÉSIENS POUR LEUR CONTRIBUTION À LA PAIX EN RCA

Cent quarante membres de l'Unité de Police Constituée du contingent Indonésien de la MINUSCA (FPU 2), dont 16 femmes, ont été honorés pour leur participation au retour de la paix en République centrafricaine. C'était au cours d'une cérémonie solennelle à laquelle a pris part le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU et Chef de la MINUSCA, Mankeur Ndiaye, le jeudi 1er juillet 2021, à Bangui.

Par Deubalbet Wewaye

Depuis leur déploiement en terre centrafricaine, le 05 septembre 2020, les éléments de la FPU 2 Indonésie ont, entre autres, effectué des missions de protection des civils, la sécurisation des élections, ainsi que la protection des civils, des installations et des biens de l'ONU sur toute l'étendue du territoire, compte tenu de leur capacité en armes spéciales et tactiques (SWAT).

Des compétences que le chef de la MINUSCA a tenu à saluer. « Je suis tout à fait conscient des circonstances difficiles dans lesquelles vous avez souvent été appelés à opérer dans une grande variété de missions, allant de l'escorte de convois humanitaires, de la sécurisation de camps et de visites officielles, au déploiement de votre capacité SWAT dans des situations tendues et dans des zones extrêmement dangereuses. Nous sommes tous conscients des difficultés rencontrées au PK5 et dans le quartier de Boeing ces dernières années », a reconnu Mankeur Ndiaye.

Seule ou en colocation avec les partenaires de la Police et de la Gendarmerie centrafricaines, la FPU 2 Indonésie a travaillé sans relâche et souvent dans des conditions périlleuses en vue d'obtenir le rétablissement rapide de la situation sécuritaire en RCA.

Pour le Chef de la composante Police de la MINUSCA (UNPol), Christophe Bi-



▲ Remise de médaille aux membres de l'Unité de Police Constituée du contingent Indonésien (FPU 2) par M. Mankeur Ndiaye, le Chef de la MINUSCA

zimungu, en dix mois de mission, le contingent indonésien a effectué un travail remarquable et cela, grâce à leur expérience diversifiée. « Ils ont par exemple participé à une opération conjointe avec la FPU Congo Brazza à Bambari, procédé à l'escorte du Programme alimentaire mondial (PAM) à Bossemptele, procédé à des patrouilles dans la ville de Bangui pour partager leur expérience avec les policiers et les gendarmes locaux ». Autant d'efforts conjugués qui, selon le Général Bizimungu ont permis d'avoir des impacts appréciables pour la protection des civils, la restauration de l'autorité de l'Etat et l'organisation des élections, entre autres.

Au Commandant de la FPU 2 Indonésie, le

Colonel Hendrik Budhi Prasetyo, le Chef de l'UNPol a particulièrement tenu à adresser ses vives félicitations pour avoir su mettre en valeur les grandes qualités professionnelles de sa troupe au service de la mission et partant du peuple centrafricain, malgré le contexte Covid-19. « Je vous félicite en tant que UPC ayant le taux de 100% de vaccination Covid-19 », a-t-il dit avant de les encourager de continuer à respecter les mesures et gestes barrières contre la pandémie.

Il est à rappeler que l'Indonésie compte aussi au sein de la MINUSCA 150 membres de la compagnie de génie, lesquels s'investissent dans la réhabilitation de routes et ponts pour, entre autres, optimiser la mobilité des troupes sur le terrain.



RÉAFFIRMER L'ENGAGEMENT DE LA MINUSCA AUX CÔTÉS DE LA POPULATION DE LA HAUTE-KOTTO

Les autorités préfectorales de la Haute-Kotto sont unanimes quant à l'excellent esprit de coopération et du soutien de la MINUSCA dans tous les secteurs de la vie de la préfecture. Cela se traduit notamment par les réalisations sur le terrain, tant sur différents axes que dans la ville de Bria, chef-lieu de la région. C'est pour renforcer ce ciment mais aussi s'imprégner davantage de la réalité dans cette partie de la République centrafricaine (RCA) que le Coordonnateur des Bureaux de terrain de la MINUSCA, Souleymane Thioune, y a séjourné du 30 juin au 2 juillet 2021.

Par Christian Mapendano



▲ Rencontre entre Souleymane Thioune, Coordonnateur des Bureaux de terrain de la MINUSCA et Directeur du Cabinet du Représentant spécial du Secrétaire général avec le Chef de la région de la Haute-Kotto en présence du personnel de l'Onu de Bria

« La MINUSCA a toujours été là pour nous accompagner. C'est grâce à elle qu'aujourd'hui, je me sens réellement préfet de toute la Haute-Kotto ». C'est en ces termes que s'est exprimé Thierry-Evariste Binguendji, à l'issue de la rencontre avec le Coordonnateur des Bureaux de terrain de la MI-

NUSCA, Souleymane Thioune, également Directeur du Cabinet du Représentant spécial du Secrétaire général. Le Chef de la région de la Haute-Kotto, en faisant cette déclaration a cité à titre illustratif la construction du Commissariat de Police et celui de la Gendarmerie, le centre d'isolement de la

COVID-19 qui permet de prendre correctement en charges tous les cas suspects et confirmés de la maladie dans la préfecture, etc. M. Binguendji de rajouter avec satisfaction que « la mission m'a accompagné dans des sous-préfectures difficiles d'accès et qui n'avaient pas reçu la visite d'un préfet depuis plus de 20 ans ».

A cela, il faut ajouter la construction des points d'eau qui, aujourd'hui, permettent de réduire considérablement les violences communautaires liées à l'accès à cette précieuse source de vie, mais aussi contribuer à la disponibilité de cette denrée vitale pour la population.

Pour une reprise imminente de la chaîne pénale à Bria, les travaux des chantiers du Tribunal de Grande Instance et du domicile du Président de cette juridiction suivent leur cours. Également dans la même lancée, la construction de la prison, dotée des compartiments séparés pour les hommes, femmes et les mineurs en conflit avec la loi.

Dans le cadre du programme de réduction de la violence communautaire (CVR), la MINUSCA a initié et multiplié des projets afin de permettre à des ex-combattants qui ont choisi de déposer les armes d'apprendre un métier en lien avec leurs perspectives. Et c'est

une réussite, comme en témoigne un bénéficiaire qui a requiert l'anonymat : « J'étais dans un groupe armé. Quand le CVR est venu, j'ai quitté la brousse et j'ai donné mon arme à la MINUSCA. C'est ainsi qu'elle m'a pris. Aujourd'hui, je travaille dans le domaine de la couture, je fais très bien la couture pour hommes et femmes. Je me suis même marié grâce à ce projet, j'ai des enfants et maintenant je suis en train de construire ma maison ». Ce dernier de lancer un appel à ses frères qui n'ont pas encore regagné la légalité, de faire comme lui : « je demande à mes amis qui sont encore dans la brousse de quitter les groupes armés, de laisser les armes pour venir cultiver, intégrer le CVR afin de développer la préfecture de la Haute-Kotto ».

Occasion, pour Souleymane Thioune, de réaffirmer l'appui de la MINUSCA aux autorités et au peuple centrafricain afin de préserver les acquis de la paix et surtout le retour de l'autorité de l'Etat dans leur localité, entre autres. « Le travail qui se fait ici est très remarquable. J'ai vu un esprit d'équipe très pointu entre les militaires, la police et les civils. Ils travaillent main dans la main. Ensuite, les résultats que j'ai vus ici, en termes de réalisations, sont également remarquables », s'est-il réjoui.

HOMMAGE A IMTIAZ HUSSEIN



Cette visite du Directeur de Cabinet du Représentant spécial à Bria a également permis de rendre un hommage mérité à l'ancien Chef de Bureau de Bria, Imtiaz Hussein, décédé le 1er juillet 2020. A l'actif de l'illustre disparu que son successeur actuel, Bara Dieng, qualifie d'« éminent et infatigable soldat de la paix », toute la région retient des efforts inlassables, durant près de trois ans, dans le processus de paix dans la localité, notamment avec la mise en œuvre de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en RCA (APPR-RCA).

Pour l'immortaliser, le Bureau de la MINUSCA à Bria a rebaptisé sa grande salle de conférence du nom de Imtiaz Hussein et un monument érigé en sa mémoire, devant ladite salle, a été inauguré, le 1er juillet 2021, date marquant le premier anniversaire de sa mort.



▲ Un des deux tricycles-ambulances offert aux communautés de Bawi et Koundé grâce à un soutien de la section DDR de la MINUSCA dans le cadre du programme CVR

DES INFRASTRUCTURES ET ÉQUIPEMENTS POUR SOULAGER LES COMMUNAUTÉS DE BAWI ET KOUNDE

Pour espérer recevoir des soins médicaux, les communautés de Bawi et Koundé, dans la préfecture de la Nana-Mambéré, étaient obligées de parcourir entre 15 à 40 kilomètres. Grâce à un soutien de la section Désarmement démobilisation et réintégration de la MINUSCA dans le cadre du programme de réduction de la violence communautaire (CVR), les deux localités ont reçu plusieurs infrastructures sanitaires destinées à faciliter l'accès aux services sanitaires de base.

Par Adeline Gouet Tokalo

Il s'agit de deux complexes sanitaires équipés de lots de médicaments, deux tricycles qui feront office d'ambulances, de lits, de tables d'accouchement, de blouses pour le personnel, de brancards, de kits d'éclairage à panneaux solaires, de latrines,

de forages, du matériel et des équipements de salle d'observation, des stérilisateurs et de deux hangars pour servir de salle d'attente pour les malades et visiteurs.

Située dans la sous-préfecture de Baoro, à 107 km de Bouar, la localité de Bawi a été la première à recevoir son joyau, tout équipé,



▲ Une vue de l'ensemble du personnel de santé de Koundé

le 08 juillet 2021. La remise a été faite aux autorités locales, au cours d'une cérémonie officielle présidée par le sous-préfet de Baoro, Daniel Kpakissam, avec à ses côtés des leaders communautaires et des bénéficiaires du projet.

« Aujourd'hui est un grand jour pour la localité de Bawi qui reçoit ce bâtiment et tous ces équipements. Cela évitera aux populations de faire les déplacements difficiles vers Baoro et de se soigner sur place. Il permettra également aux femmes d'accoucher dans de bonnes conditions », s'est réjoui le sous-préfet.

Il faut rappeler qu'avant l'ouverture de ce centre de santé, les populations de Bawi allaient se soigner soit à Lambeté situé à 15 km de là, soit à Baoro situé à 35 km. Ce centre de santé représente donc une aubaine pour cette localité qui compte environ 5000 âmes.

Le 10 juillet 2021, c'était au tour de Koundé, située à 137 km de Bouar, de recevoir son centre de santé ainsi que des équipements. C'est une commune d'environ 13.000 habitants, constituées en majorité de femmes et de personnes du troisième âge, donc de

personnes vulnérables. En raison du mauvais état des routes et de la présence récurrente de groupes armés, les déplacements vers Beloko où se trouve le centre de santé le plus proche, à environ 40 km étaient un grand défi pour les populations. Cette infrastructure, selon le sous-préfet Lucien Beledet vient à point nommé pour soulager la population. « Je voudrais remercier la MINUSCA qui ne cesse d'être à nos côtés pour le bien-être de nos communautés. Merci pour ce centre de santé tout équipé », s'est-il exprimé.

Rappelons que pour cette année 2021, le programme CVR a pris en compte 500 bénéficiaires dont 133 femmes dans la localité de Bouar et ses différentes sous-préfectures. Plusieurs projets communautaires y ont été réalisés par les bénéficiaires tels que la construction de deux marchés, d'un complexe sportif, d'une tribune, de deux centres de santé, ainsi que des projets en groupement notamment deux bananeraies dans la commune de Vouin et de Yongoro pour une superficie de 5 hectares et 1 hectare respectivement.

BOUAR

LE CHEF ADJOINT LA POLICE DE LA MINUSCA ÉVALUE LA SITUATION SÉCURITAIRE

Le Commissaire adjoint de la composante Police de la MINUSCA (UNPol), le Commissaire divisionnaire Habi Garba, a effectué une visite de travail, du 7 au 8 juillet 2021, à Bouar (préfecture de la Nana Mambéré). Ce déplacement avait pour objectif de s'imprégner de la situation sécuritaire de la zone, ainsi que des conditions de vie et de travail des équipes UNPol et des Forces de Sécurité intérieure (FSI).

Par Capitaine Agba Mazalo (UNPol)

Deux raisons fondamentales plaident en faveur du choix de Bouar, a précisé le Commissaire divisionnaire Garba. En premier lieu, « cette visite fait suite aux séries de visites de terrain initiées par la Composante Police dans l'ensemble du pays, dans le but de connaître les réalités du terrain et les conditions de travail des effectifs UNPOL, afin de faire une évaluation de la collaboration entre UNPol et les partenaires nationaux de la MINUSCA. Bouar constitue ainsi le deuxième secteur visité après Kaga-Bandoro ». En second lieu, ce choix se justifie par le fait que cette localité « est une ville stratégique, notamment sur la question de la sécurisation de la route nationale MSR1. Bouar est en effet une plaque tournante et se situe sur l'axe névralgique concernant les échanges économiques entre le Cameroun et la République centrafricaine (RCA) », a-t-il poursuivi.

Sur place, le Commissaire divisionnaire Garba a rencontré les autorités administratives, en marge de son entretien avec le chef du bureau et les chefs des sections substantives de la MINUSCA à Bouar. Lors des échanges qui se sont déroulés à la préfecture, les autorités sous-préfectorales ont adressé leur gratitude et remerciements à la MINUSCA pour son soutien et son appui constant à la Nana Mambéré et au peuple centrafricain, pour le retour de la paix.

Le Commandant de groupement Gendarmerie de Bouar, le Capitaine Nboyo, a,



quant à lui, évoqué les difficultés entravant constamment la bonne exécution des activités, notamment le manque de moyens logistiques (véhicules, carburant et fournitures de bureau), pour mieux assurer la mobilité des forces de sécurité en vue de la sécurisation de la population et de leurs biens.

En compagnie des Forces de sécurité intérieure, de l'Unité de Police constituée (FPU1) du Cameroun et des officiers de Police individuels de la Mission, le Commissaire adjoint de la Police des Nations Unies a, par la suite, effectué une patrouille nocturne au cours de laquelle il a échangé avec la population sur leur perception et leurs attentes sur le plan sécuritaire.

A l'issue de ces deux jours qui lui ont permis de toucher du doigt la réalité sécuritaire de Bouar, le Commissaire divisionnaire Habi Garba a indiqué que UNPol se tiendra toujours aux côtés des FSI pour assurer la protection des populations de la Nana-Mambéré. Tout en rappelant le mandat de protection des civils, il a conclu en réaffirmant l'engagement de la MINUSCA à accompagner la RCA sur le chemin du retour définitif de la Paix.



◀◀▲ Le Commissaire adjoint de la composante Police de la MINUSCA (UNPol), le Commissaire divisionnaire Habi Garba en présence des équipes UNPol et des Forces de Sécurité intérieure (FSI) à Bouar (préfecture de la Nana Mambéré)

UN NOUVEAU CHEF POUR LA COMPOSANTE POLICE DE LA MINUSCA

Le Général de Police Christophe Bizimungu, de nationalité rwandaise, a pris ses fonctions à la tête de la Police des Nations Unies (UNPol), le 29 juin 2021. Il succède au Général de Division Pascal Champion (France) dont le mandat est arrivé à terme en janvier 2021, après avoir passé deux années à ce poste.

Par Ghislaine ATTA

Le nouveau chef de la composante police jouit d'une carrière riche de plus de 30 ans dans les domaines de la reconstruction, de l'édification et de l'orientation des structures étatiques rwandaises, et de la conception des politiques et plans stratégiques.

Avant sa nomination, le Commissaire de police Bizimungu a occupé les postes de Chef de la police judiciaire, Procureur des juridictions militaires, Commandant régional de la police et commissaire du Département des investigations criminelles, Commandant de l'École nationale de Police du Rwanda et membre du Conseil d'administration de la Police nationale rwandaise. Il a ainsi participé à la conception de la politique et des directives de formation, et contribué à l'élaboration et la mise en œuvre de la réforme du secteur de la sécurité, qui a conduit à la création, en 2000, de la Police nationale rwandaise. Il a coordonné une douzaine d'opérations avec Interpol.

Titulaire d'un doctorat en droit pénal obtenu en 2018, le Commissaire Bizimungu a grandement œuvré dans le secteur de la justice de son pays, notamment en ce qui concerne la réforme et la création du nouveau système de justice militaire. Au nombre des



▲ ▼ Le Général de Police Christophe Bizimungu en visite de commandement au camp de la police constituée de la Mauritanie (FPU1) et au camp de la police constituée du Sénégal (SENFPU1), à la base M'Poko à Bangui.



chantiers sous sa responsabilité, l'on peut citer la restauration générale de l'institution chargée de l'application de la loi ; la création d'un cadre de formation et d'aptitude pour les officiers de police devant gérer la situation post-conflit. Aussi, il a apporté sa contribution à la réforme nationale du secteur judiciaire d'abord comme juriste, puis comme coordonnateur de la politique de renforcement des capacités à la Gendarmerie nationale et dans l'Armée.

En s'engageant à la tête de la

UNPol, Christophe Bizimungu vient ainsi partager ses nombreuses années d'expérience au sein de la police rwandaise afin de contribuer à la paix et à la stabilité en République centrafricaine. « Mes grandes priorités, ce sont les priorités de la Mission. Je dois tout faire, pour que notre mission puisse atteindre les objectifs qu'elle s'est fixée, entre-autres, premièrement, la protection des civils », a-t-il confié. Le nouveau chef de UNPol en RCA de rajouter : « Il y a également le soutien aux Forces de sécurité : cela aussi, c'est notre mission et je pense que nous ferons tout pour atteindre ces objectifs ».

LE SAVIEZ-VOUS ?

■ Près de 5230 personnes ont bénéficié des campagnes médicales, organisées aussi bien par la Force que par la Police de la MINUSCA, au cours des six derniers mois en République centrafricaine. À titre d'exemple, 1.622.750 litres d'eau ont été distribués à plus de 75.000 habitants de Bangui depuis janvier. A la prison de Bambari, ce sont 25 patients qui ont été consultés par l'équipe médicale de l'unité de Police constituée congolaise de la MINUSCA.

EN BRIEF

■ Avec l'appui des sections substantives de la MINUSCA et des autres agences du système des Nations Unies, plus de 1000 km de routes ont été réparées et 57 ponts réhabilités ou construits sur le territoire centrafricain entre juillet 2020 et juin 2021. Au-delà de permettre une plus grande liberté de mouvement à la Force pour l'exécution de son mandat, la remise en état de ces infrastructures facilite aussi l'acheminement de l'aide humanitaire, le retour des institutions et les déplacements des populations.

BANGUI DE L'ÉLECTRICITÉ POUR LE CENTRE CULTUREL DE LA PAROISSE DE FATIMA

Situé dans le 6^e arrondissement de la capitale, le centre culturel de l'église catholique de Fatima est désormais électrifié grâce à l'appui de la MINUSCA, dans le cadre de ses projets à impact rapide. La cérémonie marquant la fin des travaux a eu lieu, le 23 juillet 2021, en présence du directeur dudit centre, Benjamin Samba Lazi et de la cheffe par intérim de la Cellule de coordination du bureau de terrain de la Mission à Bangui, Irène Kouassi.

Par Deubalbet Wewaye



▲ Remise officielle de l'équipement électrique au centre culturel de l'église catholique de Fatima obtenu grâce à l'appui de la MINUSCA, dans le cadre de ses projets à impact rapide.

Lieu de rencontre socioculturel, de partage, de dialogue et de réconciliation entre les communautés voisines des 3^e et 6^e arrondissements, ce centre a aussi pour vocation d'offrir des formations et des services d'accompagnement psychologiques. Il est désormais équipé de panneaux solaires et des batteries qui permettront d'électrifier un immeuble en étage de trois niveaux.

« L'électrification de notre centre est un symbole, une lumière qui se lève pour dissiper les ténèbres de la haine et tous ses corollaires. Le fait de nous aider, aujourd'hui, à trouver une solution adéquate aux récurrents problèmes d'électricité de notre centre est un témoignage éloquent », a confié le responsable du centre culturel, Benjamin Samba Lazi.

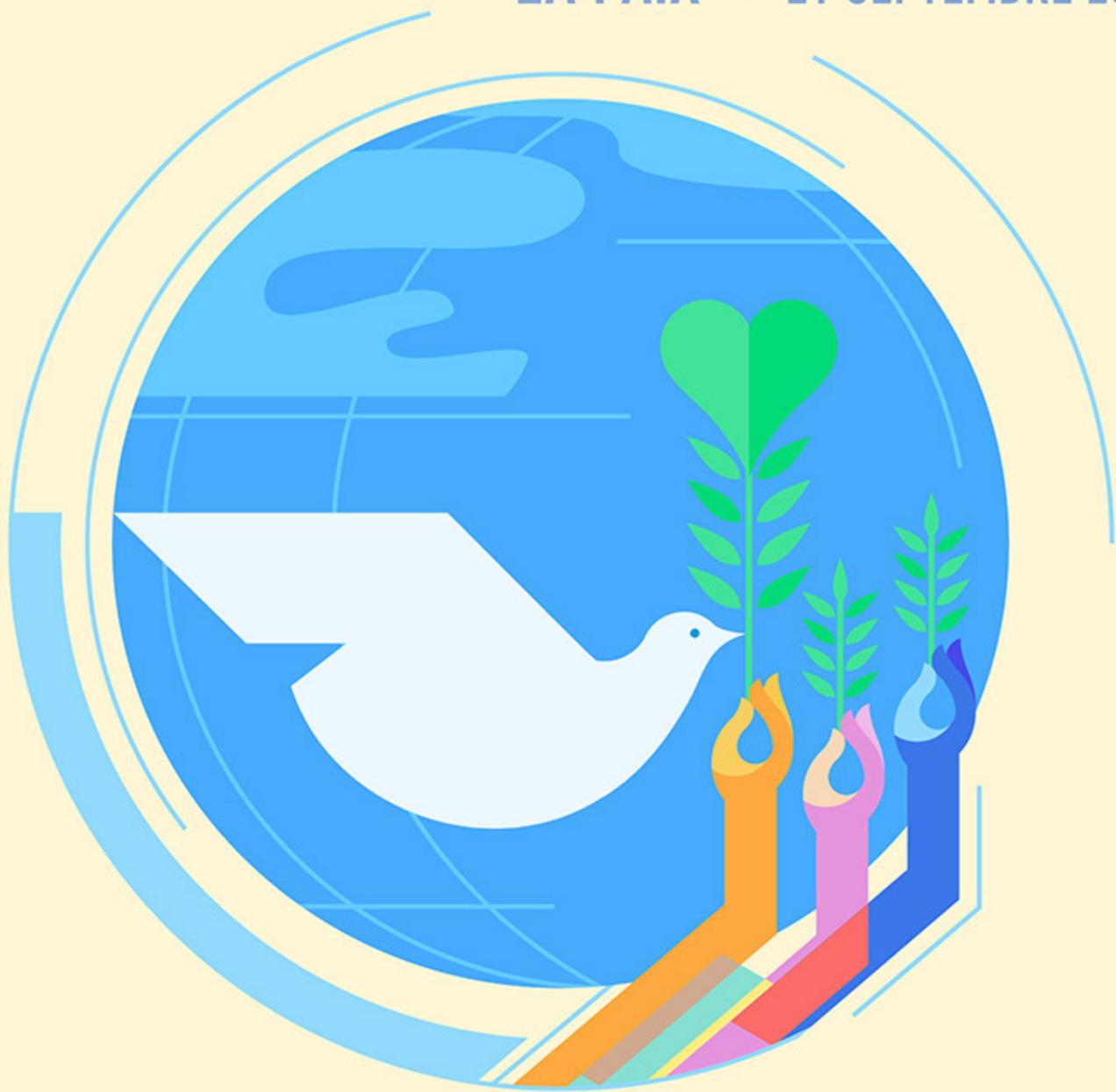
En effet, les 3^e et 6^e arrondissement de Bangui font partie des zones ayant payé le lourd tribut de la crise qu'a traversée la République centrafricaine, avec plusieurs cycles de violence qui portent lourdement atteinte

à la cohésion sociale et au vivre-ensemble.

Dans le but d'endiguer la méfiance, l'oisiveté et l'insécurité causées par l'absence d'électricité dans ces quartiers dits chauds, la MINUSCA, du fait de son mandat multidimensionnel, n'a pas hésité à soutenir ledit projet financé sur fonds programmatique et dont le coût global s'élève à 6 022 245 de francs CFA. « Ces efforts viennent en appui aux efforts de l'Etat centrafricain dans la restauration de son autorité, la protection des civils, le dialogue communautaire et la réconciliation », a déclaré Irène Kouassi, réaffirmant, par la même occasion, l'engagement de la MINUSCA à travailler sans relâche aux côtés du Gouvernement centrafricain dans ses efforts de reconstruction du tissu social et économique.

La cheffe par intérim de la Cellule de coordination du bureau de terrain de la Mission à Bangui a, par ailleurs, conclu en annonçant que, pour la suite de l'année 2021, « au moins 11 projets similaires seront réalisés à Bangui ».

JOURNÉE INTERNATIONALE DE
LA PAIX • 21 SEPTEMBRE 2021



**SE RELEVER,
POUR UN MONDE
PLUS ÉQUITABLE
ET DURABLE**



un.org/peaceday | [#peaceday](https://twitter.com/peaceday)